

16 juillet 2010

DIRECTIVE DROITS DES CONSOMMATEURS

• Actualité du dossier

Le rapporteur du Parlement européen, Andreas Schwab a présenté le 12 juillet en commission du marché intérieur [l'intégralité de son rapport](#) sur la directive sur les droits des consommateurs (212 amendements). Le rapport Schwab propose de modifier en profondeur la proposition initiale de la Commission européenne en passant d'une harmonisation complète à une harmonisation complète **ciblée** des droits des consommateurs. Les anciens chapitres II et III sont rassemblés, de sorte que l'harmonisation complète visée couvre, outre les définitions des concepts au chapitre I, l'information du consommateur et le droit de rétractation de contrats conclus à distance et hors établissement en vertu du chapitre II. En revanche, l'harmonisation minimale portera sur l'information et le droit de rétractation pour les contrats conclus dans les établissements.

Le rapport corrige également un nombre important dispositions analysées comme des reculs pour la protection des consommateurs, par exemple :

- sur la charge de la preuve (article 28)
- en cas de défaut de conformité du bien, le consommateur devrait avoir droit à ce que le bien soit remis en conformité avec le contrat, sans frais, en ayant le choix entre réparation ou remplacement, ou, à défaut, devrait avoir droit à une réduction du prix ou à la résolution du contrat (considérant 39 bis, amendement 19 + AM 22 + AM 139).

Les thèmes principaux discutés au sein du Parlement européen (degré d'harmonisation, modalité du droit de rétractation, informations précontractuelles, garantie, maintien de possibilité de clauses abusives au niveau national) ont été abordés par le groupe ad hoc d'ACSEL et il est désormais nécessaire de se pencher plus en détail sur les propositions du rapporteur sur les contrats à distance et hors établissement.

Andreas Schwab propose d'exclure du champ du chapitre informations et droits de rétractation de la directive les contrats à distance déjà couverts par les directives 90/314/CEE (voyage à forfait), 2002/65/CE (commercialisation à distance des services financiers), 2002/83/C (assurance-vie), 2008/48/CE (crédits aux consommateurs) ou 2008/122/CE (biens à temps partagés) (Amendement 66)

A noter :

- Andreas Schwab propose notamment de renforcer le droit de rétractation pour la vente à distance (AM 7).
- En cas de non-information du consommateur de son droit de rétractation, le délai de prescription passe de 3 à 12 mois (AM 9).
- Le vendeur est tenu de fournir son numéro de téléphone et son numéro de télécopieur **OU** son adresse e-mail (AM 73 + voir rapport/ambiguïté de l'énoncé).
- Un formulaire standard de rétraction est créé en annexe de la directive (AM 75).
- Les Etats-membres peuvent maintenir des obligations d'informations pour les contrats à distance concernant les biens immeubles, les services de transport, financiers, de santé et sociaux (AM 82).

En vue des rencontres avec les parlementaires impliqués sur ce dossier, un « position paper » et des amendements ciblés de l'ACSEL sur la directive droits des consommateurs doivent être prêts pour le **15 septembre au plus tard**.

- **Calendrier de l'adoption parlementaire de la directive**

24 juin 2010 : Présentation du rapport Schwab (partie 1)

12 juillet 2010 : Présentation du rapport Schwab (partie 2)

2 septembre : réunion de rentrée de la commission IMCO

18 octobre à 18h : date-limite de dépôt des amendements

18 novembre : examen des amendements/détermination des amendements de compromis

9 décembre : vote en commission marché intérieur (indicatif)

10 décembre : Conseil Compétitivité - accord informel attendu (orientation générale de la majorité qualifiée)

Mois de décembre : Ouverture des trilogues entre le Parlement européen, la Présidence belge et la Commission européenne

Objectif avant la fin de l'année 2010 : dégager un accord informel entre le Parlement et le Conseil sur les grands principes de la directive (degré d'harmonisation...)

1^{er} semestre 2011 : Finalisation de l'accord Parlement/Conseil sous Présidence hongroise

- **Rencontres à prévoir à Bruxelles et à Strasbourg:**

Au Parlement européen, les interlocuteurs naturels de l'ACSEL sont les députés français. Plusieurs d'entre eux sont très mobilisés en commission marché intérieur sur le dossier : **Bernadette Vergnaud** (S&D, Vice-présidente d'IMCO), **Robert Rochefort** (ALDE, rapporteur fictif), **Damien Abad** (PPE), **Philippe Juvin** (PPE), **Constance Le Grip** (PPE, membre suppléante).

Des rencontres ou des contacts par courrier, e-mail et téléphone sont également à prévoir avec le rapporteur Andreas Schwab (PPE, Allemagne) ainsi qu'avec les rapporteurs fictifs des principaux groupes politiques : **Evelyne Gebhardt** (S&D, Allemagne), **Emile Turunen** (Verts, Allemagne) et **Malcolm Harbour** (ECR, Royaume-Uni, Président de la Commission IMCO). Ces rencontres sont à prévoir dès que possible (idéalement mi-septembre) jusqu'au 18 octobre (date-limite de dépôt des amendements).

Prévoir également au moins deux rendez-vous à la représentation permanente française et la représentation belge qui assure actuellement la Présidence tournante du Conseil Compétitivité.